

REPUBLIQUE FRANCAISE  
**METROPOLE DU GRAND PARIS**

**SEANCE DU CONSEIL DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS  
DU VENDREDI 11 OCTOBRE 2019**

**CM2019/10/11/24\_C : DECRET D'EXEMPTION A L'APPLICATION DE LA LOI SOLIDARITE ET  
RENOUVELLEMENT URBAIN – PROPOSITION D'EXEMPTION DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE  
LE ROI**

---

DATE DE LA CONVOCATION : 04 OCTOBRE 2019  
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 209  
PRESIDENT DE SEANCE : Patrick OLLIER  
SECRETAIRE DE SEANCE : Ivan ITZKOVITCH

**LE CONSEIL DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1521-1 et suivants, L1531-et L5219-1,

**Vu** le Code de la Construction et de l'habitation, et notamment son article L302-5 ;

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L101-1 et suivants et L112-10-5 et suivants ;

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

**Vu** le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris,

**Vu** le courrier en date du 4 septembre 2018 de Monsieur le Maire de Villeneuve-le-Roi portant avis sur le projet de PMHH et faisant état du constat par le Préfet du Val de Marne de l'inconstructibilité de plus de la moitié du territoire urbanisé de la commune de Villeneuve-le-Roi ;

**Vu** le courrier, en date du 19 juin 2018, de Monsieur le Préfet du Val-de-Marne adressé à la commune de Villeneuve-le-Roi et concluant que la commune répond à l'un des critères d'exemption de l'article L302-5 III du Code de la construction et de l'habitation et qu'il relaiera avec un avis favorable la demande de la commune au Préfet de Région pour qu'elle soit inscrite au décret listant les communes exemptées du dispositif SRU pour la période triennale 2020 – 2022 (zones A, B et C du plan d'exposition au bruit de de l'aérodrome d'Orly, plan de prévention des risques inondation et plan de prévention des risques technologiques).

**Vu** le courrier en date du 4 septembre 2019 de Monsieur le Maire de Villeneuve-le-Roi demandant que la métropole délibère sur l'exemption de la commune à l'application de la loi SRU pour la période triennale 2020 – 2022 ;

**Vu** le courrier du 17 juin 2019 de Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement saisissant la Métropole du Grand Paris sur la procédure préparatoire à l'exemption de l'application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi SRU) pour la prochaine période triennale 2020 – 2022,

**Considérant** qu'il appartient à la métropole du Grand Paris, établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, de conduire la procédure préparatoire à l'exemption de l'application de la loi SRU pour la prochaine période triennale 2020 – 2022,

**Considérant** la nécessité qu'a fait valoir la commune de Villeneuve-le-Roi d'être exonérée de l'obligation de rattrapage instauré par la loi SRU au regard des contraintes de constructibilité qu'elle connaît,

**Considérant** que la commune de Villeneuve-le-Roi satisfait à l'une des conditions posées par le législateur pour être éligible à l'exemption de réalisation de logements sociaux,

La commission « Habitat et logement » consultée,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

**PROPOSE** que la commune de Villeneuve-le-Roi soit exemptée du dispositif SRU tel qu'il est prévu à la section 2 du chapitre II du titre préliminaire du livre III du Code de la construction et de l'habitation en raison de l'inconstructibilité de plus de la moitié de de son territoire urbanisé résultant des zones A, B et C du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome d'Orly.

**TRANSMET** la présente délibération à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne.

**AUTORISE** le Président de la Métropole du Grand Paris à effectuer toutes les démarches, à signer tous les actes et tous les documents administratifs, afférents à cette proposition d'exemption.

#### **A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES**

Le Président de la métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER  
Ancien Ministre  
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.